

Grades	Echelle de traitement et âge minimum	Traitement minimum	Traitement maximum	Augmentations intercalaires
B3	B21 (22 ans)	22.498,03	35.362,96	3 x 1 : 567,23 12 x 2 : 930,27
	B32 (22 ans)	23.405,66	38.313,47	3 x 1 : 612,63 12 x 2 : 1.089,16
A1	A11 (24 ans)	21.828,46	33.833,22	3 x 1 : 734,99 5 x 3 : 1.469,97 2 x 3 : 1.224,97
	A12 (24 ans)	24.033,40	36.038,16	3 x 1 : 734,99 5 x 3 : 1.469,97 2 x 3 : 1.224,97
A2	A21 (24 ans)	24.177,08	40.763,16	3 x 1 : 703,36 11 x 2 : 1.316,00
	A22 (24 ans)	26.695,63	43.281,71	3 x 1 : 703,36 11 x 2 : 1.316,00
A3	A31 (24 ans)	28.320,72	44.245,34	3 x 1 : 979,98 4 x 3 : 1.959,95 3 x 3 : 1.714,96
	A32 (24 ans)	29.790,61	45.837,76	3 x 1 : 1.102,49 4 x 3 : 1.959,95 2 x 3 : 2.449,94
	A33 (24 ans)	30.825,29	48.047,08	3 x 1 : 748,76 11 x 2 : 1.361,41
	A34 (24 ans)	35.726,27	52.312,35	3 x 1 : 703,36 11 x 2 : 1.316,00
A4	A41 (24 ans)	39.261,44	54.579,64	1 x 3 : 1.392,55 5 x 3 : 1.856,75 2 x 3 : 2.320,95
A5	A51	46.272,53	70.692,49	3 x 1 : 972,13 11 x 2 : 1.954,87

»

Art. 3. L'article 1^{er} et la dernière rangée du tableau dans l'article 2 entrent en vigueur à partir de l'année académique 2013-2014. L'article 2, à l'exception de la dernière rangée du tableau, produit ses effets le 1^{er} juin 2003.

Art. 4. Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 11 octobre 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Le Ministre flamand de l'Enseignement, de la Jeunesse, de l'Egalité des Chances et des Affaires bruxelloises,
P. SMET

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2013/29577]

10 OCTOBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services de protutelle

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, l'article 47, remplacé par le décret de la Communauté française du 29 novembre 2012;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services de protutelle;

Vu l'avis n°122 du Conseil communautaire de l'Aide à la Jeunesse, donné le 11 mars 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donnés les 3 et 9 juillet 2013.;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 juillet 2013;

Vu l'avis 53.812/2/V du Conseil d'Etat, donné le 11 septembre 2013, en application de l'article 84, § 1^{er} alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services de protutelle est remplacé par la disposition suivante :

« Article 2. Le service de protutelle, ci-après dénommé le service, a pour mission la recherche et l'encadrement de protuteurs.

A titre exceptionnel, lorsque le service est dans l'impossibilité de trouver un protuteur, un intervenant du service peut, moyennant l'accord de ce dernier, être désigné protuteur d'un jeune. Cette situation ne peut se produire que dans maximum 15 % de la capacité visée par le projet pédagogique du service. ».

Art. 2. A l'article 3 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les mots « travaille sous mandat » sont remplacés par les mots « travaille sur mandat »;

2° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3 Le service fait un premier rapport à l'instance de décision dans les deux mois qui suivent la date du mandat.

Ce rapport contient les premiers éléments de réponse aux demandes de l'instance de décision.

Jusqu'à la désignation du protuteur, le premier rapport est suivi au minimum une fois par an de rapports complémentaires permettant à l'instance de décision d'être informée de l'évolution de la recherche d'un protuteur.

Après la désignation du protuteur, un rapport d'évolution est ensuite adressé au minimum une fois par an à l'instance de décision. Il contient les éléments d'information mentionnés au § 2 du présent article et permet à l'instance de décision de disposer d'une analyse globale de la situation. ».

Art. 3. A l'article 4 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « 0,5 fonction par 35 situations visées » sont remplacés par les mots « 0,5 fonction par 20 situations visées dont un directeur barème A ou un titulaire d'un master (ou d'une licence) au maximum. »;

2° l'article 4 est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Toutefois, pour les services dont le projet pédagogique vise moins de 80 situations, la norme de 0,5 fonction par 20 situations est ramenée à 0,5 fonction par 18 situations. ».

Art. 4. L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5. Pour la justification de la subvention annuelle provisionnelle visée à l'article précédent, les fonctions d'assistant social, d'éducateur classe 1, d'assistant en psychologie, de titulaire d'un master ou d'une licence possédant un des cinq masters (ou une des licences) mentionnés à l'annexe 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, de directeur barème A, ainsi que toutes les fonctions administratives sont prises en considération dans les catégories de personnel reprises à l'annexe 4 de l'arrêté visé à l'article 4. ».

Art. 5. A l'article 6 du même arrêté, les mots « de 163,76 EUR indexables par situation visée » sont remplacés par les mots « de 3.900 € indexables par 20 situations visées par l'arrêté d'agrément du service.

Toutefois, pour les services dont le projet pédagogique vise moins de 80 situations, la norme est de 3.900 € indexables par 18 situations. ».

Art. 6. Les articles 7 et 8 du même arrêté sont abrogés.

Art. 7. Un article 7bis est ajouté au même arrêté :

« Les services agréés et subventionnés à la date d'entrée en vigueur du présent article sont agréés de plein droit sur la base des dispositions visées par le présent arrêté. Le nombre de situations défini dans le projet pédagogique du service agréé est fixé sur base des emplois prévus au 31 décembre 2013 par les normes de référence en matière d'effectif de personnel visées à l'article 31, § 1^{er}, 4°, de l'arrêté visé à l'article 4 du présent arrêté, auxquels s'ajoutent les emplois, cofinancés le cas échéant, accordés au 31 décembre 2013 sur base d'arrêtés d'octroi de subventions facultatives du Ministre. ».

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014, à l'exception de la troisième phrase de l'article 1^{er} « Cette situation ne peut se produire que dans maximum 15 % de la capacité visée par le projet pédagogique du service. » qui entre en vigueur le premier jour qui suit l'expiration d'un délai de trois ans à dater du jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 9. Le Ministre ayant l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 octobre 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29577]

10 OKTOBER 2013. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor vervangende voogdij

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, artikel 47, vervangen bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 29 november 2012;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor vervangende voogdij;

Gelet op het advies nr. 122 van de Gemeenschapsraad voor Hulpverlening aan de Jeugd, gegeven op 11 maart 2013;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 en 9 juli 2013;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 11 juli 2013;

Gelet op het advies 53.812/2/V van de Raad van State, gegeven op 11 september 2013, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor vervangende voogdij, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 2. De dienst voor vervangende voogdij, hierna de dienst genoemd, heeft tot opdracht het opzoeken van vervangende voogden en hun begeleiding.

Uitzonderlijk, wanneer de dienst in de onmogelijkheid verkeert om een vervangende voogd te vinden, kan, mits instemming van de dienst, een optredende persoon van de dienst als vervangende voogd van de jongere aangesteld worden. Deze toestand mag enkel in 15% van het vermogen bedoeld bij het pedagogisch project van de dienst gebeuren. ».

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij § 1 worden, in de Franse tekst, de woorden « travaille sous mandat » vervangen door de woorden « travaille sur mandat »;

2° § 3 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 3. De dienst geeft een eerste verslag aan de beslissingsinstantie binnen de twee maanden na de datum van het mandaat.

Dit verslag bevat de eerste elementen om de aanvragen van de beslissingsinstantie te beantwoorden.

Tot de aanwijzing van de vervangende voogd wordt het eerste verslag gevolgd minimum één keer per jaar door aanvullende verslagen die de beslissingsinstantie toelaten kennis te hebben van de evolutie van het opzoeken van een vervangende voogd.

Na aanwijzing van de vervangende voogd wordt een evolutieverslag minimum één keer per jaar aan de beslissingsinstantie toegestuurd. Het bevat de informatie-elementen vermeld bij § 2 van dit artikel en laat de beslissingsinstantie toe over een globale analyse van de toestand te beschikken. ».

Art. 3. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « 0,5 ambt per 35 bedoelde situaties » worden vervangen door de woorden « 0,5 ambt per 20 bedoelde situaties waaronder een barema A directeur of een houder van een master (of een licentiaat) maximum. »;

2° artikel 4 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : « Nochtans, voor de diensten waarvan het pedagogisch project minder dan 80 situaties beoogt, wordt de norm 0,5 ambt per 20 situaties teruggebracht op à,5 ambt per 18 situaties. ».

Art. 4. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 5. Voor de verantwoording van de provisionele jaarlijkse toelage bedoeld bij het vorige artikel, komen alle ambten van maatschappelijk assistent, opvoeder 1e klasse, assistent in de psychologie, houder van een master of een licentiaat die titularis is van een van de vijf masters (of één van de licentiaten) vermeld als bijlage 3 bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, barema A directeur, alsook alle administratieve ambten, in aanmerking in de personeelscategorieën vermeld in bijlage 4 van het besluit bedoeld bij artikel 4. ».

Art. 5. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de woorden « van 163,75 euro per beoogde situatie » vervangen door de woorden « van 3.900 indexeerbaar euro per 20 situaties bedoeld bij het erkenningsbesluit van de dienst.

Nochtans, voor de diensten waarvan het pedagogisch project minder dan 80 situaties beoogt, wordt de norm 3.900 indexeerbaar euro per 18 situaties. ».

Art. 6. De artikelen 7 en 8 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 7. Er wordt in hetzelfde besluit een artikel 7bis toegevoegd :

« De diensten die op de datum van inwerkingtreding van dit artikel al erkend en gesubsidieerd worden, worden van rechtswege erkend op basis van de bepalingen bedoeld bij dit besluit. Het aantal situaties bepaald in het pedagogisch project van de erkende dienst wordt vastgelegd op basis van de betrekkingen bepaald op 31 december 2013 door de referentienormen inzake personeelsbezetting bedoeld bij artikel 31, § 1, 4°, van het besluit bedoeld bij artikel 4 van dit besluit; de betrekkingen, die desgevallend in cofinanciering worden beheerd, die op 31 december 2013 toegekend worden op basis van de besluiten tot toekenning van facultatieve subsidies van de Minister, worden daaraan toegevoegd. ».

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2014, met uitzondering van de derde zin van artikel 1, d.w.z. « Deze toestand mag enkel in 15 % van het vermogen bedoeld bij het pedagogische project van de dienst gebeuren », die de eerste dag na het verstrijken van een termijn van drie jaar vanaf de inwerkingtreding van dit besluit in werking treedt.

Art. 9. De Minister tot wier bevoegdheid de Hulpverlening aan de Jeugd behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 oktober 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE
De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2013/29578]

10 OCTOBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'orientation éducative

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, l'article 47, remplacé par le décret de la Communauté française du 29 novembre 2012;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'orientation éducative;

Vu l'avis n° 121 du Conseil communautaire de l'Aide à la Jeunesse, donné le 11 mars 2013;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés les 3 et 9 juillet 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 juillet 2013;

Vu l'avis 53.811/2/V du Conseil d'Etat, donné le 11 septembre 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'orientation éducative est remplacé par la disposition suivante :

« Le centre d'orientation éducative, ci-après dénommé le centre, a pour mission d'apporter au jeune, à ses parents ou à ses familiers un accompagnement social, éducatif et psychologique dans le milieu socio-familial. A la suite de cet accompagnement, le centre peut, le cas échéant, apporter une aide spécifique aux jeunes en logement autonome.

La mission implique que le centre peut assurer le relais d'une réinsertion familiale organisée par un autre service agréé. ».

Art. 2. L'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Le centre travaille sur mandat d'une instance de décision qui est le conseiller de l'aide à la jeunesse ou le directeur de l'aide à la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse dans le cadre, selon les cas, du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, de l'ordonnance du 29 avril 2004 ou de la loi du 8 avril 1965.

Le mandat précise les objectifs poursuivis, ses motifs et sa durée qui est au maximum d'un an renouvelable. Le mandat ne peut concerner plus d'un jeune. Le centre ne peut exécuter un mandat dont l'objet porterait sur des investigations, études sociales ou examens médico-psychologiques destinés à éclairer l'instance de décision sur la mesure à prendre.

Dans le cadre d'une mission de relais de réinsertion familiale l'instance de décision peut confier un mandat d'une durée d'un mois maximum aux deux services concernés.

Le centre fait un premier rapport à l'instance de décision dans les trois premiers mois qui suivent la date du mandat. Ce rapport précise les demandes de l'instance de décision et celles des bénéficiaires. Il contient une analyse de la situation et le programme d'aide envisagé.

Un deuxième rapport est transmis à l'instance de décision dans les 6 mois qui suivent le début de la prise en charge. Le centre transmet par la suite des rapports complémentaires au minimum tous les quatre mois, et ce jusqu'à la fin du mandat.

Il établit un rapport de synthèse à l'issue de la prise en charge.

Lorsque le tribunal mandate le centre dans le cadre de la loi du 8 avril 1965 et qu'il confie une mission de surveillance au service de protection judiciaire, le centre transmet copie des rapports à celui-ci.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, par nombre de situations visées par le projet pédagogique, il faut entendre le nombre de situations traitées simultanément. Le nombre de situations effectives est

déterminé par le nombre de mandats confiés au service. Le début de prise en charge correspond à la date du mandat. ».